



HAL
open science

80e anniversaire. Les gendarmes de Normandie face au débarquement (juin-août 1944)

Benoît Haberbusch

► **To cite this version:**

Benoît Haberbusch. 80e anniversaire. Les gendarmes de Normandie face au débarquement (juin-août 1944). Les Notes du CREOGN, 2024, 102. hal-04620497

HAL Id: hal-04620497

<https://hal.science/hal-04620497>

Submitted on 27 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES NOTES DU CREOQN

Centre de Recherche de l'École des Officiers de la Gendarmerie Nationale

Numéro 102 - Juin 2024

Commandant Benoît HABERBUSCH (Dr)



© Benoît Haberbusch

CHAIRE
HiGeSeT



Le jardin du Souvenir à Arromanches

80^e ANNIVERSAIRE LES GENDARMES DE NORMANDIE FACE AU DÉBARQUEMENT (JUIN-AOÛT 1944)

« Soyons dignes du courage de ceux qui débarquèrent ici. » L'hommage d'Emmanuel Macron, président de la République, le 6 juin 2024, aux derniers vétérans alliés réunis sur la plage d'Omaha Beach, restera l'image marquante de cette édition du D-Day. Le recueil de la parole des ultimes témoins du débarquement devient d'autant plus précieux, à l'image du récit de l'ex-gendarme Louis Renard sur la libération de Cherbourg¹.

Malgré quelques publications mémorielles et travaux universitaires sur cette « bataille suprême » de la Deuxième Guerre mondiale, l'action des gendarmes en Normandie demeure encore méconnue². Quel est l'état de la gendarmerie normande à la veille de l'opération *Overlord* ? Quelle est l'attitude des gendarmes dans les premiers jours de juin 1944 ? Quel rôle jouent-ils durant la bataille de Normandie ?

I) « Conformément à l'ordre de nos chefs » ? Le dilemme des gendarmes normands la veille du débarquement

Le double poids de l'occupant et de Vichy

En juin 1944, les gendarmes sont les seuls militaires encore tolérés par les Allemands dans la France occupée. En Normandie, la 3^e légion, basée à Rouen, a autorité sur 1 600 hommes environ, répartis dans les compagnies du Calvados, de l'Eure, de la Manche, de l'Orne et de la Seine-Inférieure (actuelle Seine-Maritime). Disposant d'un armement réduit à un pistolet et 9 cartouches, ces hommes doivent remplir des missions impopulaires dans un contexte général de pénurie, un peu atténué par les ressources agricoles de la région. Les arrestations de juifs, de nomades et de résistants criminalisés en « terroristes », ainsi que la garde des camps d'internement, font partie des charges qui pèsent sur les brigades. L'instauration du Service du travail obligatoire (STO), à partir de 1943, creuse le fossé avec une population hostile au départ de ses jeunes en Allemagne³.

En janvier 1944, cette pression s'accroît avec la subordination de la gendarmerie au chef de la Milice, Joseph Darnand, nommé Secrétaire général au maintien de l'ordre (SGMO). Ce processus de « brutalisation » se poursuit avec la mise en place de cours martiales (20 janvier) et des intendants au MO (15 avril). Face à l'éventualité d'un débarquement, le SGMO enjoint aux gendarmes de ne pas participer aux opérations militaires et de s'opposer aux « groupes illégaux de résistance ». À Elbeuf, le lieutenant Le Mouel préconise de regrouper ses six brigades au commissariat de police⁴. En Seine-Inférieure, la correspondance du commandant de compagnie révèle ses préoccupations, entre la distribution

- 1 PATARD, Frédéric. Débarquement de Normandie : un gendarme maritime Résistant témoigne. *La Presse de la Manche*, actu.fr, 19 mars 2024.
- 2 MASSIEU, Benjamin. *Les gendarmes dans la Bataille de Normandie*. 2014, 124 p. et HOULEY Rémi. *Des gendarmes dans la tourmente. La compagnie de la Manche (été 1944-1945)*. Master 2, sous la dir. de Jean-Noël LUC, Université de Paris IV-Sorbonne, 2007-2008, 347 p. Les informations sur la Manche sont tirées de ce mémoire.
- 3 En Normandie, près de 42 000 jeunes sont réquisitionnés pour le STO. BAUDOT, Marcel. *Libération de la Normandie*, Paris : Hachette, 1974, 256 p. Lire : BEUCHET, Sébastien. *Le STO à hauteur d'homme : Des Ornaïens en Allemagne (1942-1945)*. Thèse de doctorat, sous la dir. de François ROUQUET, Université de Caen Normandie, 766 p. 2023.
- 4 Plan de regroupement des brigades de la section d'Elbeuf, 2 juin 1944, Service historique de la Défense- département gendarmerie nationale (SHD-DGN), GD 76 E 111.

d'affiches « Combats de rue » par ses brigades, les incendies de meules de lin et les permanences de nuit au service du fichier. Le 5 juin, il donne les dispositions à prendre « *en cas d'arrêt des communications téléphoniques et postales*⁵ ». Dans certains secteurs, le cycle de la violence entre les maquis et les forces de l'ordre alourdit déjà le bilan des victimes. Le préfet du Calvados encourage lui-même les « *opérations de nettoyage* »⁶. À Vassy, le gendarme Bonnier, plusieurs fois menacé de mort, est abattu le 15 mars 1944 par Maurice Hardy du maquis de Pontécoulant⁷ qui est arrêté peu après par les hommes du lieutenant Quicray, de la section de Vire, venus attaquer son refuge le 31 mars 1944.

Le périlleux choix de la Résistance

Malgré les risques encourus du fait de la hiérarchie ou de l'occupant, plusieurs gendarmes de Normandie sont déjà engagés dans la voie de la Résistance avant juin 1944. « *Deux types de résistance étaient mis en place, rappelle le petit-fils d'un gendarme résistant de l'Orne : la résistance passive qui freinait les missions qu'on leur demandait d'accomplir, et la résistance active où, là, les gendarmes accomplissaient de véritables actions contre le régime*⁸. » Le manque de zèle pour traquer les réfractaires au STO, matérialisé par la mention « *recherches infructueuses* » dans les procès-verbaux, constitue le mode d'action le plus prisé dans les brigades, en raison des risques limités de représailles⁹.

Une poignée de gendarmes opte pour une aide plus active. La Résistance apprécie leur expertise militaire en termes d'armement et leur culture du renseignement. Leur uniforme et leur *Ausweis* facilitent les repérages sur le Mur de l'Atlantique le long des côtes de la Manche, du Calvados et de la Seine-Maritime. À Vimoutiers, le gendarme Pierre Annic aide très tôt les prisonniers évadés en leur fournissant de faux papiers. En juillet 1943, il rejoint le réseau de l'Organisation civile et militaire (OCM) de Joseph Le Dorze avec lequel il communique en breton. Il participe aussi à des transports d'armes et de matériel parachutés.

L'engagement de ces pionniers se solde souvent par leur capture après une dénonciation, comme pour le capitaine Paul Le Flem¹⁰ de la section de Pont-l'Évêque, membre du réseau Hector, arrêté le 9 octobre 1941. C'est aussi le cas, à Sées, de l'adjudant Tual et de ses trois gendarmes, spécialisés dans la protection des terrains de parachutage clandestins. Le sauvetage des membres d'une forteresse volante, abattue le 4 juillet 1943 près de Belfonds, précipite un coup de filet fatal ciblant une dizaine de résistants entre le 7 juillet et le 22 août 1943. Des quatre gendarmes déportés, seul l'adjudant Tual revient de Bergen-Belsen en 1945. Quant à Julien Galerne de la brigade des Pieux, arrêté le 1^{er} mars 1944 pour faits de Résistance, il succombe à la suite du bombardement, le 6 juin 1944, de la prison de Saint-Lô où il était emprisonné.

II) Le 6 juin 1944, le « jour le plus long », pour les gendarmes aussi ?

L'irruption brutale de la guerre dans le bocage normand

« *Le débarquement du 6 juin 1944 se classe, sans hésitation, parmi les grandes journées de l'Histoire, explique Olivier Wieviorka. (...) Au soir du D-Day, la situation a irrévocablement changé : il y a partage des eaux entre un "avant" et un "après". Rien, pourtant, n'est [encore] joué*¹¹. » Dans le Calvados, le préfet résume l'état d'esprit de la population de la manière suivante : « *On espère le débarquement tout en le redoutant ; on le souhaite victorieux et décisif, en faisant des vœux égoïstes pour qu'il ne se produise pas ici*¹². »

Dès les premières journées du débarquement, les Normands subissent les largages aléatoires de bombes, qualifiés ironiquement de « *Technique[s] de bombardement par temps couvert* » par le commandement allié. Ces destructions alimentent par ailleurs la propagande vichyste qui fustige cette « *libération par les bombes* ».

Les gendarmes et leurs familles partagent le sort des populations bombardées à Carentan, à Coutances, à Valognes ou encore à Saint-Lô, « *capitale des ruines* », où les archives de la compagnie sont détruites. Les bombardements constituent la principale cause de décès des gendarmes de Normandie avec un taux de 56 % (32 gendarmes) et de leurs familles (31 tués)¹³ : « *Pas le moindre petit bourg n'est épargné et il n'est guère de villages de Normandie qui n'aient pas eu à souffrir un jour ou l'autre de la chute des bombes, d'un mitraillage d'avion, d'une explosion de mine, de l'écrasement d'un bombardier*¹⁴. » À Douvres-La-Délivrandre, le gendarme Bonnin en fait la douloureuse expérience : « *Là où nous étions*

5 Correspondance du chef d'escadron Brunet, commandant (cdt) la compagnie (cie) de la Seine-Inférieure, Service historique de la Défense-département gendarmerie nationale (SHD-DGN), GD 76 E 5.

6 Rapport de février du préfet du Calvados, Archives départementales du Calvados (ADC), M 11784.

7 Nos morts. *Bulletin d'études et d'information de la Gendarmerie*, n° 6, juin 1944, p. 39.

8 Portrait de François Le Dortz, gendarme résistant et déporté. *Journal de l'Orne*, actu.fr, 12 mai 2015.

9 Rapport n°131/2 du chef d'escadron Coulin, cdt la cie du Calvados, SHD-DGN, 14 E 4.

10 Le général Paul Le Flem (1908-1966) a donné son nom à la 73^e promotion de l'EONGN en 1969.

11 WIEVIORKA, Olivier. *Histoire du débarquement en Normandie. Des origines à la Libération*, Paris : Points, 2017, 448 p.

12 Rapport du 6 mai 1944 du préfet du Calvados, ADC, M11 785.

13 DUPLAN, Raymond. *Dictionnaire des gendarmes morts à la Libération*. À paraître.

14 BAUDOT, Marcel, *op. cit.* note 3.

réfugiés, des blessés arrivaient sans cesse. J'étais chargé de tenir une lampe pour éclairer le médecin du pays. Il opérait et triait les arrivants, suivant leur cas de gravité et leur chance de survie. Dehors c'était un véritable carnage¹⁵. »

Dans la Manche, 25 casernes sont touchées, dont 12 entièrement détruites. À Lessay, la brigade est anéantie. Les gendarmes se réfugient jusqu'en septembre 1944 dans une maison sans toit, ni portes, ni fenêtres. La destruction des réseaux téléphoniques oblige les gendarmes à recourir à la vieille méthode de l'estafette. « *On peut dire qu'il a fallu repartir de zéro* », confirme le capitaine Bouloc¹⁶.

En dehors des bombardements, le 6 juin 1944 s'accompagne de crimes de guerre commis par l'occupant, comme à la prison de Caen où il massacre entre 70 et 80 prisonniers. Parmi les victimes figurent le lieutenant Martin, ex-chef de section, le maréchal des logis-chef Caulet et le gendarme Ménochet de la brigade de Vassy, ainsi que Maurice Hardy qui avait abattu leur camarade Bonnier¹⁷.

Les premiers contacts avec les libérateurs

Dès le 6 juin 1944, les gendarmes rencontrent ces libérateurs tant espérés depuis quatre ans. À Sainte-Mère-Église, le gendarme Eugène Quoniam en a gardé un souvenir marquant : « *Ça tombait de partout. Les parachutistes nous suivaient, ils ne savaient plus où aller. Ils étaient complètement paniqués¹⁸*. » Habitué à la pénurie, les gendarmes sont confrontés à une armée moderne disposant d'une profusion de matériels. La circulation d'une jeep, jamais vue jusque-là, fait sensation auprès de ces soldats de la loi plutôt adeptes de la bicyclette.

Malgré la barrière de la langue, les gendarmes de Sainte-Mère-Église guident les premiers éléments américains parachutés à travers le pays. Ceux des brigades de Beaumont, de La Hague et d'Équeurdreville capturent et désarment des soldats allemands. Juché sur un char, le gendarme René Jamaux oriente les *GI's* avant d'être blessé. À Vimoutiers, l'annonce du débarquement signifie pour Pierre Annic le passage à la lutte ouverte avec le sabotage des panneaux de signalisations routières et des lignes téléphoniques¹⁹.

Au soir du 6 juin 1944, 156 000 soldats alliés ont touché terre en Normandie. Les pertes humaines sont relativement minimes, à l'exception du secteur d'Omaha (7 %). Néanmoins, les objectifs initiaux sont loin d'être atteints, à savoir une avancée à l'ouest jusqu'à Picauville, à l'est jusqu'à Cabourg et au sud jusqu'à Caen. De même, la disposition d'un port en eau profonde à Cherbourg est inenvisageable à court terme. Les soldats alliés vont devoir faire la terrible expérience de la guerre des haies dans le bocage normand face à un ennemi pugnace.

III) La bataille de Normandie ou le sinueux chemin de la Libération (6 juin-25 août 1944)

Obéir à tout prix « isolés par petites fractions dans la tempête » ?

« *Votre devoir est simple (...) obéir à vos Chefs* », proclame, le 14 juin 1944, le général Martin, directeur des gendarmes, aligné sur les directives de Vichy et à contre-courant du processus de libération. Quelques jours auparavant, le 8 juin, Joseph Darnand déclenche le plan « maintien de l'ordre » (MO) pour faire face à ce que l'État français s'obstine à assimiler à une insurrection, notamment envers les maquis FTP. Le 15 juin, la création des tribunaux du maintien de l'ordre vise les gendarmes « *défaillants* ». En Seine-Inférieure, le lieutenant Le Mouel dresse la liste des refuges possibles pour les familles de gendarmes en cas de « *troubles insurrectionnels très graves compromettant la sûreté de l'État²⁰* ».

Une gendarmerie à deux vitesses fonctionne donc en Normandie, l'une vivant à l'heure des alliés et l'autre à l'heure de Vichy. « *Pendant cette période, rappelle François Bédarida, la France s'est retrouvée atomisée, chaque département, chaque arrondissement, presque chaque commune connaissait une histoire et une chronologie particulières.* »²¹ Les gendarmes assurent au moins la continuité des services de l'État. « *À Villers, se souvient Pierre Queruel, il y avait encore [le 13 juin 1944] les pompiers, la poste, les gendarmes et quelques habitants²².* »

Dans la Manche, le préfet Martin-Sané, en poste du 26 juin au 2 août 1944, incarne cet esprit de défiance envers les Anglo-Américains lorsqu'il entraîne avec lui vers Lengronne le commandant de compagnie. Pendant deux mois, cet officier garde tant bien que mal le contact avec ses unités et le siège de la légion à Rouen en mettant au point un système

15 CAZALS, Claude. *La gendarmerie de la « Libération »*, Paris : Éditions de la Musse, 2001, p. 94.

16 Rapport n° 627/2 du 27 mars 1945 du capitaine Bouloc, cdt par intérim la cie de la Manche, SHD-DGN, 50 E 2.

17 Rapport n° 13/2 du 28 juin 1944 du lieutenant Bourret, cdt la section de Caen, ADC, 726 W/16909/2.

18 Entretien du 13 avril 2004 Bricquebec (Manche) d'Eugène Quoniam, SHD, GD 3J32.

19 Pierre Annic est tué le 14 juin 1944 au bombardement de Vimoutiers, en voulant porter assistance à des victimes. Jean-Pierre Husson, Jocelyne Husson, « Annic Pierre », maitron.fr.

20 Lettre n° 47/4 du 21 juin 1944 du lieutenant Le Mouel, cdt la section au CB, SHD-DGN, GD 76 E 5.

21 BÉDARIDA, François « Préface ». In : BUTON, Philippe, GUILLON, Jean-Marie (dir.). *Les pouvoirs en France à la Libération*, Paris : Belin, 1994, p. 6-7.

22 « Juillet 1944, le long exode sur les routes de l'Orne », normandie44lamemoire.com.

complexe de liaison passant par les compagnies de l'Orne et de l'Eure²³. Sa docilité attire l'attention du général Martin qui le félicite en personne pour avoir su continuer à fournir à la direction des « *renseignements précieux sur la situation dans la Manche*²⁴ ». Encerclé par les troupes alliées le 28 juillet, l'officier de gendarmerie se décide à rester sur place, tandis que le préfet parvient à s'exfiltrer. Il retourne à Saint-Lô le 4 août 1944.

Le rôle ignoré des gendarmes dans le rétablissement de la légalité républicaine

« *Le débarquement du 6 juin, ç'a été l'affaire des Anglo-Saxons, d'où la France a été exclue. Ils étaient bien décidés à s'installer en France comme en territoire ennemi* !²⁵ » Cette diatribe du général de Gaulle lancée en 1963 à Alain Peyrefitte révèle une rancœur tenace du chef de la France libre à l'égard de l'*Allied Military Government of Occupied Territories* (AMGOT), censé se substituer à l'administration française à mesure de la libération de la France. Cela explique son déplacement à Bayeux le 14 juin pour affirmer son autorité et celle du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF). Par leur maintien, les gendarmes contribuent à faciliter la transition avec les nouveaux commissaires de la République. Leur mise à l'honneur sous les objectifs des journalistes, comme le 14 juillet à Bayeux, où le gendarme Gouget reçoit la croix de guerre, participe de cette volonté de normalisation des autorités françaises. L'urgence du moment entraîne aussi de rapides promotions. Dans l'Eure, le général Legentilhomme propulse le gendarme Le Guern au poste de commandant de compagnie.

En dehors de ces questions politiques, les gendarmes participent, à leur niveau, à l'effort de guerre. Certains suivent les combats, comme le lieutenant Giudicelli tué à Cherbourg le 25 juin 1944. D'autres accompagnent l'énorme machine de guerre alliée, à l'instar de la prévôté de 40 hommes installée pour surveiller le port de Cherbourg début août 1944. Comme leurs aînés sur la « Voie Sacrée » à Verdun, des gendarmes veillent à la bonne circulation des renforts qui atteignent une cadence de 5 000 camions par jour mi-août sur l'axe Saint-Lô-Chartres.

Débarquée le 1^{er} août 1944, la 2^e Division blindée (DB) française s'appuie sur les gendarmes, comme ceux d'Argentan et d'Alençon, pour éclairer sa progression au-delà des lignes ennemies. Cette mission périlleuse coûte la vie au gendarme Bonhomme, tué par une mine sur le pont de Mieuxcé.

Les passages au maquis restent rares, moins de 3 % des gendarmes de la Manche, ce qui représente un quart des désertions de la 3^e légion du 1^{er} janvier au 30 août 1944²⁶. Mais le prix payé par ces maquisards reste lourd. À Gacé, le gendarme Royant quitte sa brigade dès le 7 juin pour attaquer les véhicules allemands. Acculé le 15 août, près de Réseulieu, il voit mourir son fils de 7 ans resté à ses côtés, avant d'être lui-même abattu. Son corps n'est retrouvé que le 28 août 1944 dans une sablière.

Quand s'achève la bataille de Normandie, la gendarmerie compte 3,6 % de pertes dans ses rangs (57 morts) avec une concentration des morts dans le Calvados (51 % des pertes). Le départ des Allemands donne aux gendarmes la primeur des missions liées à la sortie de guerre (comme la gestion de l'afflux de réfugiés). Peinant à canaliser l'épuration sauvage, les gendarmes se concentrent alors sur l'épuration légale pour redorer leur blason. « *Les autorités responsables nous jugeront à ces actes, ne faillissons pas à notre tâche* », exhorte le capitaine Wahart à ses hommes²⁷.

Depuis 1944, la mémoire de l'action des gendarmes de Normandie lors du débarquement s'est perpétuée à travers des noms de rues (Vassy, Troarn et Écouché) et de casernes. Dans les écoles, une mémoire intergénérationnelle est cultivée au sein des promotions. Ainsi les élèves de Châteaulin honorent-ils le sous-lieutenant Pierre Annic, en défilant en janvier 2024 à Vimoutiers. Ce parrain, qui a sacrifié « *sa propre sécurité pour venir en aide à ceux qui avaient désespérément besoin d'aide*²⁸ », continue à représenter à leurs yeux les valeurs d'altruisme et de dévouement.

Le Commandant Benoît Habermusch est co-titulaire de la Chaire de recherche Histoire, Gendarmerie, sécurité et Territoires(s) (HiGeSet), chef du département Stratégie Recherche du CREOGN, docteur en histoire.

Le contenu de cette publication doit être considéré comme propre à son auteur et ne saurait engager la responsabilité du CREOGN.

23 Note de service n° 988/2 du 7 juin 1944 du colonel Demougin, cdt la légion de Normandie, SHD-DGN, 1 D₃ 50.

24 Note n° 22 038-1/GEND du 12 juillet 1944 du général Martin, directeur général de la gendarmerie nationale, SHD-DGN, 1 A 53.

25 Quand le Général de Gaulle refusait de participer aux commémorations du débarquement de 1944. *infoaujourd'hui*, 6 juin 2024.

26 État numérique des gradés et gendarmes absents volontaires de leur corps ou passés au FFI et y restant incorporés, SHD-DGN, 1 A 315.

27 Note n° 56/2 du 18 juillet 1944 du capitaine Wahart, cdt la section de Cherbourg, le 18 juillet 1944, SHD-DGN, 50 E 20. Lire : LECOUTURIER, Yves. *L'épuration sauvage en Normandie : 1943-1946*. Éditions Heimdal, 2020.

28 Vimoutiers. La 124^e promotion d'élèves gendarmes rend hommage à son parrain, Pierre Annic. *ouest-france.fr*, 29 janvier 2024.